

STOP MACRON



Le 10 octobre sera une grande journée de lutte des salarié-es du public. Depuis 7 ans, le blocage des salaires représente plus de 200 euros mensuels perdus face à la hausse des prix. Tous les gouvernements veulent faire payer les fonctionnaires, désignés comme privilégiés.

Le 10 octobre prend aussi une dimension public/privé. Plusieurs syndicats du privé appellent à l'action. La contestation politique du système Macron est de plus en plus forte.

Ce président-PDG veut réduire à néant les conquêtes sociales. Il cache mal son mépris pour « ceux qui ne sont rien », ces catégories populaires, qui « foutent le bordel » (Macron le 5 octobre). Il veut que l'Etat sanctionne les chômeurs, jugés « fainéants ». Il augmente la CSG pour détruire la sécurité sociale comme institution collective. Il veut un système de retraite avec des pensions calculées sur l'espérance de vie. Il vide les poches des retraités au-dessus de 1200 euros, mais il aime les milliardaires qu'il protège contre l'impôt (cadeau de 4,5 milliards).

Nous sommes solidaires d'un mouvement de grève interprofessionnelle !

L'unité syndicale se renforce. La combativité grandit dans tout le syndicalisme. L'unité peut redonner de l'espoir aux précaires, aux chômeurs-euses, aux jeunes. Un grand mouvement social peut empêcher la ratification des ordonnances, et bloquer un budget qui subventionne les riches.

Construisons une convergence des forces de gauche !

Toutes les forces de gauche anti-libérales opposées à Macron devraient s'unir comme sont en train de le faire les syndicats. Après le succès de la mobilisation du 23 septembre, initiée par France insoumise et avec la présence de nombreux responsables politiques de gauche, cela montre que c'est possible. Et Macron en serait encore plus isolé et affaibli.

Agissons tous ensemble, le 10 et ses suites privé/public !

- ◆ Pour renforcer le pouvoir des salarié-es et des syndicats dans les entreprises
- ◆ Pour renforcer les institutions protectrices du travail et de la santé, notamment les CHSCT
- ◆ Pour empêcher les licenciements et l'insécurité des précaires par une sécurité sociale universelle étendue à l'emploi et au salaire
- ◆ Pour une société sans chômage avec la réduction du temps de travail (32 heures) et le contrôle des embauches.



L'ère Macron ne durera pas !

